

Formulaire A : Demande d'obtention d'un complément d'entreprise RCC

A. A COMPLETER PAR L'OUVRIER(ERE) (en majuscules)

L'ouvrier(ère) soussigné(e) :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Localité : Téléphone :

Date de naissance :/...../..... N°registre national :

Numéro de compte bancaire : IBAN BIC

Inscrit auprès de l'organisation syndicale (nom + adresse) :

désire bénéficier d'un complément d'entreprise RCC à partir du :/...../.....

Signature de l'ouvrier(ère) Date :/...../.....

B. A COMPLETER PAR L'EMPLOYEUR

L'employeur soussigné :

Nom de l'entreprise : N° ONSS :

Nom de l'employeur ou de son mandataire :

Adresse :

Code postal : Localité : Téléphone :

déclare que l'ouvrier(ère) susmentionné(e), inscrit(e) au registre du personnel depuis le/...../.....,

répond aux conditions relatives à l'octroi d'un complément d'entreprise RCC.

L'ouvrier(ère) est remplacé(e), conformément à la législation en cours, par :

a) Nom : Prénom :

Numéro de registre national : Date d'entrée :/...../.....

b) Nom : Prénom :

Numéro de registre national : Date d'entrée :/...../.....

Signature de l'employeur ou de son mandataire Date :/...../..... Cachet de l'entreprise

C. A SIGNER PAR LES REPRESENTANTS DES TRAVAILLEURS

Pour accord : ☐ la délégation syndicale

☐ les organisations représentatives des travailleurs

Signature(s) Date :/...../.....

D. A JOINDRE A LA DEMANDE

Veuillez joindre à cette demande :

- Copie du certificat de chômage complet C4 - Régime de chômage avec complément ;
- Copie du formulaire C17 - Passé professionnel - Réponse.

Les données communiquées sont reprises dans la banque de données du Fonds Social de l'Industrie du Béton. Leur utilisation sera exclusivement réservée à l'analyse et l'attribution éventuelle des droits aux avantages sociaux complémentaires, en exécution de la convention collective de travail qui définit les missions légales de ce fonds. Vous avez un droit d'accès à ces données et pouvez le cas échéant demander leur correction.

Formulaire B : Données servant au calcul du complément d'entreprise RCC

A. A COMPLETER PAR L'EMPLOYEUR

Nom de l'entreprise : N° ONSS :

Nom de l'employeur ou de son mandataire :

Concerne l'ouvrier(ère) :

Nom : Prénom :

Numéro de registre national :

Salaire horaire brut total correspondant à la durée de travail hebdomadaire moyenne : EUR

Dont : Salaire horaire brut : EUR

Dont : Primes à prendre en considération pour la fixation du salaire brut* :

Montant : EUR Type :

Montant : EUR Type :

Durée de travail hebdomadaire moyenne : h/sem

Durée de travail hebdomadaire effective : h/sem ☐ avec récupération rémunérée
☐ avec récupération non rémunérée

Situation familiale : ☐ Travailleur isolé
☐ Travailleur ayant charge de famille (A.R. du 25.11.91, réglementation chômage, Art. 110)
Nombre d'enfants à charge :

Signature de l'employeur ou de son mandataire Date :/...../..... Cachet de l'entreprise

.....

B. A COMPLETER PAR L'ORGANISME DE PAIEMENT DE L'ALLOCATION DE CHOMAGE

Nom de l'organisme de paiement :

Adresse :

Code postal : Localité : Téléphone :

Code chômage :

Montant journalier de l'allocation de chômage (6 jours/semaine) : EUR

Signature de l'organisme de paiement Date :/...../..... Cachet de l'organisme

.....

*SONT PRISES EN CONSIDERATION POUR LA FIXATION DU SALAIRE BRUT

Le salaire brut comprend les primes contractuelles et conventionnelles en relation directe avec le travail presté par le travailleur, sur lesquelles s'effectuent les retenues pour la sécurité sociale et dont la périodicité de paiement ne dépasse pas le mois.

*NE SONT PAS PRISES EN CONSIDERATION POUR LA FIXATION DU SALAIRE BRUT

- 1) Les primes ou indemnités qui sont octroyées totalement ou partiellement en contrepartie de frais réels.
- 2) Les primes, indemnités ou allocations dont la périodicité de paiement dépasse le mois (par ex. primes de fin d'année).
- 3) Les heures supplémentaires effectuées en dehors de la tâche journalière normale.

Les données communiquées sont reprises dans la banque de données du Fonds Social de l'Industrie du Béton. Leur utilisation sera exclusivement réservée à l'analyse et l'attribution éventuelle des droits aux avantages sociaux complémentaires, en exécution de la convention collective de travail qui définit les missions légales de ce fonds. Vous avez un droit d'accès à ces données et pouvez le cas échéant demander leur correction.